



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 15 AU 21 AVRIL 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS	5
ASIE – PACIFIQUE	13
EUROPE.....	15
PROCHE & MOYEN ORIENT.....	19
RUSSIE	22



AFRIQUE

MALI : 12 SOLDATS TUES DANS UNE ATTAQUE CONTRE UN CAMP MILITAIRE

Ce dimanche 21 avril, les forces armées maliennes (FAMa) ont été la cible d'une attaque ciblée sur l'un de leurs camps. Elle a eu lieu aux environs de 5 heures du matin dans la localité de Guiré, dans le cercle de Nara au centre-ouest du pays, à environ 400 km de Bamako, en direction de la frontière avec la Mauritanie.

Les assaillants dont on ignore le nombre exact étaient, d'après des témoins, lourdement armés et sont arrivés à bord de pick-ups et de motos. D'après une source sécuritaire malienne citée par l'AFP, le commando était en provenance de la forêt de Wagadou, considérée comme un sanctuaire djihadiste entre le Mali et la Mauritanie.

À leur arrivée au poste de Guiré, les terroristes ont déclenché un feu nourri contre les soldats maliens, incendié des véhicules militaires et en ont emporté d'autres. Le bilan, bien que provisoire, est déjà lourd pour l'armée malienne. Il fait état de 12 morts dont le capitaine commandant le camp. Outre les militaires maliens tués, on dénombre aussi des blessés, selon une source locale. Ce dimanche midi, des renforts de l'armée, dépêchés depuis le sud du pays, sont arrivés à Guiré pour relever l'unité attaquée et sécuriser le camp.

Le week-end pascal avait déjà été marqué par une attaque samedi contre les forces de l'ONU. Un casque bleu égyptien avait en effet été tué et quatre membres de son unité blessés par l'explosion d'un IED au passage de leur convoi sur l'axe Douentza-Boni, proche de la frontière avec le Burkina-Faso.

BREXIT : LES CONSEQUENCES POUR LES PARTENAIRES AFRICAINS DU ROYAUME-UNI

Si la question du Brexit impose avant tout un règlement européen, les conséquences de ce dernier toucheront sans nul doute l'ensemble des partenaires du Royaume-Uni, mais aussi ceux de l'Union européenne, comme l'illustre le cas de l'Afrique.



La plupart des accords commerciaux conclus entre les Britanniques et les pays d'Afrique l'ont été par le biais de l'Union européenne. En cas de Brexit, bon nombre d'entre eux ne seront alors plus en vigueur et devront être renégociés, ce qui nécessitera du temps. Au premier rang de ces derniers se trouvent les pays africains du Commonwealth comme le Nigéria, le Kenya, le Cameroun, le Rwanda, Mozambique mais surtout l'Afrique du Sud, premier partenaire africain du Royaume-Uni.

Pour les Britanniques, la sortie de l'Union européenne est l'occasion de se rapprocher d'autres partenaires, comme en témoignent les négociations initiées par Theresa May peu de temps après le vote du Brexit avec les pays du Commonwealth. L'attitude sud-africaine vis-à-vis des Britanniques peut faire office de baromètre pour saisir la marge de manœuvre des diplomates britanniques avec leurs partenaires.

Peu pressée de conclure un accord, cette puissance à vocation régionale engagée avec ses voisins du Swaziland, du Lesotho, de la Namibie et du Mozambique dans une union monétaire, la SACU, a dans cette idée choisi en mars dernier d'attendre la fin des négociations à Bruxelles afin de conclure un accord avec Londres.

En effet, dans un rapport du CNUCED du mois d'avril, un Brexit sans accord pourrait avoir des conséquences avantageuses pour certains pays africains, à commencer par l'Afrique du Sud à hauteur de trois milliards de dollars. Aussi, contrairement au Royaume Uni, le temps semble jouer en faveur de Prétoria. Ce n'est toutefois pas le cas pour l'ensemble des pays africains, qui dans leur majorité, pourraient être désavantagés par ce départ. Sur la base de ce rapport, les principaux perdants seraient le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, mais aussi des économies plus fragiles comme le Ghana, le Mozambique et certains membres de communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (la CEMAC) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEOMA) comme le Cameroun et la Côte d'Ivoire.

In fine, les principaux gagnants de ce Brexit seront les pays capables de reprendre les parts perdues par Londres et Bruxelles en Afrique, avec en tête de liste la Chine, premier partenaire commercial du continent africain, mais aussi les États-Unis. En ce sens, si la Chine a dans une large mesure remporté le marché d'avenir que représentent les télécommunications en Afrique avec le déploiement des infrastructures 5G par l'intermédiaire de l'entreprise Huawei, les entreprises américaines ne sont pas en reste. L'entreprise SAS, spécialisée dans l'analyse et le traitement des données a annoncé le 18 avril dernier son intention d'investir un milliard de dollars sur le continent africain dans le secteur de l'intelligence artificielle.



Si l'Afrique est le théâtre historique des jeux de puissance, le Brexit et le retrait croissant des Européens sur ce continent traduit une fois de plus des nouveaux équilibres internationaux.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

LE PENTAGONE ABANDONNE UN PROGRAMME DE RECHERCHE INDEPENDANT

Le Pentagone a annoncé qu'il mettait un terme au programme *JASON*, dispositif lancé en 1959 qui permettait au Département de la Défense et à d'autres agences de confier à des experts scientifiques indépendants la conduite d'études sur des sujets précis. Méconnu, le programme *JASON* avait pourtant un rôle considérable en permettant d'éclairer la prise de décision grâce au concours de spécialistes indépendants qui conféraient une objectivité et une neutralité très appréciable. Ainsi, en 1995, une étude conduite dans le cadre de ce programme a démontré que le Pentagone était en mesure de conserver un arsenal nucléaire efficient même en abandonnant ses essais nucléaires, ce qui avait pesé dans la décision américaine de signer en 1996 le traité interdisant les essais nucléaires (TICEN), quoique secondaire en matière de non-prolifération des armes nucléaires.

COREE DU NORD : LE PENTAGONE CONFIRME LA NATURE NON BALISTIQUE DE L'ESSAI

Patrick Shanahan, secrétaire à la Défense par intérim, a confirmé que Pyongyang avait bien procédé mercredi à un tir expérimental, sans fournir davantage de détails sur la nature de ce dernier. Il a en revanche précisé qu'il ne s'agissait pas d'un essai de missile balistique et que ce tir n'avait déclenché aucune réarticulation des opérations militaires ou de la posture militaire américaine. Plus précisément, les agences de renseignement américaines estiment que Pyongyang n'a pas expérimenté une nouvelle arme en tant que telle, mais plutôt certains composants dédiés à la construction d'un missile antichar. Les données recueillies par les capteurs américains (satellites et aéronefs) ne semblent pas indiquer que ce test ait conduit à une quelconque avancée technologique des capacités nord-coréennes.

Il semblerait donc que l'enjeu de ce tir et de l'annonce qui l'entoure soit pour Kim Jong-Un, qui aurait supervisé la conduite de l'opération, de démontrer sa capacité à envoyer un message fort sans pour autant s'engager dans une provocation majeure. De son côté, la Corée du Nord caractérise l'essai comme celui d'une nouvelle arme guidée tactique, tout en exigeant le retrait du secrétaire d'Etat Mike Pompeo des négociations sur la dénucléarisation de la péninsule. Le département d'Etat a



déclaré être informé de ces développements et que les Etats-Unis se tenaient toujours prêts à poursuivre les négociations avec Pyongyang.

SOMALIE : UNE FRAPPE AMERICAINE ELIMINE LE NUMERO DEUX DE DAECH DANS LE PAYS

Une frappe américaine, menée dimanche dernier en Somalie, aurait tué Abdulhakim Dhuqub, le numéro deux de Daech dans la région, a annoncé le Pentagone lundi 15 avril. Cet homme gérait les opérations, la planification des attaques et les ressources du groupe terroriste en Somalie. Les frappes américaines en coopération avec les autorités somaliennes ont pour but de créer la confusion au sein de l'organisation des réseaux islamistes dans le pays.

MOYEN-ORIENT : PREMIER DEPLOIEMENT DU *F-35A*

Le commandement américain des forces aériennes pour le Moyen-Orient (*AFCENT*) a publié un communiqué annonçant l'arrivée pour la première fois du *F-35A Lightning II* sur la base aérienne d'al-Dhafra aux Emirats arabes unis. L'arrivée du *F-35* vise vraisemblablement à combler le vide laissé par le départ des bombardiers *B-1B Lancer* de la base d'al-Udeid au Qatar, qui laissait l'*Air Force* dénuée de capacités de bombardement au Moyen-Orient. Les aéronefs de 5e génération vont donc venir renforcer la puissance de feu aérienne de la coalition dans la lutte contre les poches de résistance de Daech au Levant et contre les différents groupes islamistes en Afghanistan. Le nombre précis d'aéronefs est inconnu, même si l'on sait qu'ils relèvent des 388e et 419e escadrons de combat.

LE SENAT DEVRAIT (ENFIN) CONFIRMER LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT ADJOINT AU PROCHE-ORIENT

D'après un collaborateur parlementaire au Sénat américain, David Schenker pourrait être confirmé comme sous-secrétaire d'Etat adjoint au Proche-Orient dans deux semaines, à l'occasion de la rentrée parlementaire. Il a été nommé à cette position il y a plus d'un an : sa confirmation a été retardée par le sénateur démocrate Tim Kaine, membre du *Senate Foreign Relations Committee* avec l'accord du président du comité Jim Risch (Rép-Idaho) afin de faire pression (sans succès) sur l'administration afin qu'elle publie une note secrète justifiant la frappe de missiles de croisières contre la Syrie le 7 avril 2017 à la suite de l'utilisation d'armes



chimiques par le régime syrien contre sa propre population à Khan Cheikhoun.

David Schenker a déjà été conseiller politique pour le Levant sous la présidence de George W. Bush. Il travaille également au sein du think-tank américain *Washington Institute for Near East Policy*, ce qui lui a permis de tisser un réseau important notamment au Liban et en Jordanie. Il devrait donc remplacer le sous-secrétaire actuel, David Satterfield qui devrait, lui, devenir Ambassadeur des Etats-Unis auprès de la Turquie. Le rôle du nouveau sous-secrétaire pourrait particulièrement concerner la question iranienne, bien qu'un représentant spécial, Brian Hook, soit chargé de cette question précise. En effet, compte tenu de la position adoptée par l'administration face à l'Iran, cette problématique de la place de l'Iran au Moyen-Orient risque de modeler la politique américaine dans la région.

Le cas de David Schenker est symptomatique du bras de fer entre l'opposition démocrate au Sénat et la Maison-Blanche en matière de nominations au Département d'Etat. L'opposition, notamment au sein du Comité pour les relations extérieures, joue son rôle de contre-pouvoir ; elle n'hésite pas à retarder ou refuser la confirmation de personnalités choisies par l'exécutif lorsqu'elle estime qu'elles ne sont pas suffisamment qualifiées. Il y a ainsi 61 nominés qui attendent leur confirmation par le Sénat.

Un début de désengorgement semble néanmoins à l'œuvre, avec 23 nominés qui ont passé la semaine dernière leur audition par le comité sénatorial et devraient être confirmés par le Sénat dans son ensemble ; parmi lesquels des nominés à des postes importants pour la diplomatie américaine au Moyen-Orient (John Abizaid, ancien commandant du *CENTCOM*, nommé comme Ambassadeur en Arabie saoudite - cf. brève précédente - ; et Matthew Tueller, choisi par le président Trump comme Ambassadeur en Irak.). Par ailleurs, la Maison-Blanche a sélectionné jeudi au poste d'Ambassadeur en Egypte Jonathan Cohen, actuel remplaçant par intérim de Nikki Haley comme ambassadeur des Etats-Unis aux Nations-Unies. Le président Trump n'a en revanche pas encore nommé de représentant diplomatique pour la Jordanie et le Qatar.

Le *Government Accountability Office* estimait le mois dernier qu'environ 20% des postes diplomatiques au Moyen-Orient demeuraient vacants au début 2018.



VENEZUELA : LE PENTAGONE ENVISAGE DE NOUVELLES OPTIONS MILITAIRES

Le Pentagone développe de nouvelles options militaires afin de contrer le soutien apporté au régime de Nicolas Maduro par la Russie, la Chine et Cuba. Ces options n'incluent en aucun cas des opérations de combat. La réflexion sur ces nouvelles possibilités d'action a été initiée à la suite d'une réunion à la Maison-Blanche au cours de laquelle le Conseiller à la Sécurité nationale John Bolton a demandé au Secrétaire à la Défense par intérim Patrick Shanahan d'explorer de nouvelles voies d'action dans le cadre de la crise vénézuélienne. Cette réflexion est conduite par le *Joint Staff* en coordination avec le *Southern Command*. Elle va dans le sens d'actions qui n'impliquent pas d'intervention directe des forces américaines mais plutôt d'actions indirectes visant à renforcer la présence militaire américaine dans la région, à l'instar d'exercices navals et une interaction accrue avec les forces armées des Etats régionaux. Lors d'un déplacement au Paraguay, le secrétaire d'Etat Mike Pompeo a réitéré l'idée selon laquelle « toutes les options sont sur la table ».

A noter enfin que l'ambassadeur de la Russie au Vénézuéla, Vladimir Zaemski, a critiqué le recours par John Bolton à la doctrine Monroe pour justifier les interventions des Etats-Unis en Amérique latine.

MER NOIRE : DEPLOIEMENT D'UN DESTROYER

Dimanche 14 avril, le destroyer *USS Ross* est entré en mer Noire. Il doit participer à des exercices militaires conjoints avec les marines roumaine puis géorgienne. Il est le quatrième navire de guerre américain à être déployé dans la région depuis le début de l'année. Ces déploiements correspondent à la réponse des Etats-Unis mais aussi de l'OTAN à la présence russe croissante dans la zone, notamment autour de la Crimée. L'an dernier, les navires de l'Alliance atlantique avaient passé 120 jours en mer Noire (contre 40 pour l'année 2017). Cette année, les quatre navires américains ont déjà dépassé ce total, sans compter les navires alliés déployés lors d'exercices. Les mouvements de ces navires sont très étroitement suivis par Moscou qui considère ces déploiements comme des provocations. Cette surveillance permet à la Russie de répondre en conséquence selon des représentants du ministère russe des Affaires Étrangères.



L'US ARMY VA ADAPTER SES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT AUX MENACES RUSSES ET CHINOISES

Au cours d'une conférence de presse, le secrétaire à l'*US Army* Mark Esper a questionné la pertinence de certains grands programmes d'équipement de l'*Army* au regard de l'évolution des priorités stratégiques américaines du contre-terrorisme vers la rivalité entre grandes puissances. Deux programmes en particulier ont retenu son attention : le véhicule blindé léger *JLTV* (*Joint Light Tactical Vehicle*) et la modernisation de l'hélicoptère lourd *CH-47 Chinook* (*Block II*). En effet, selon lui ces programmes étaient dictés par les exigences propres aux théâtres d'intervention moyen-orientaux (Levant et Afghanistan) dans une optique de lutte contre le terrorisme. Le *JLTV* devait ainsi apporter une protection renforcée contre les engins explosifs improvisés (EEI/IED) tandis que le *Chinook* devait permettre de transporter des charges lourdes à haute altitude dans des environnements marqués par une température élevée.

Or, pour le secrétaire à l'*Army*, les priorités technologiques permettant de faire face à la Russie, mais aussi et surtout face à la Chine, ne sont pas les mêmes. Il s'agit tout particulièrement des capacités de frappe à longue portée (LPF - *long precision fires*) visant à tenir à distance des navires ennemis, du renouvellement de la flotte d'hélicoptères, de la défense antiaérienne et antimissile ainsi que de la modernisation des réseaux de communication. La remontée en puissance des chars et des véhicules de combat d'infanterie en fait également partie.

Cette réflexion semble concerner tout particulièrement la menace issue de la rapide montée en puissance, tant quantitative que qualitative, des capacités militaires chinoises, puisqu'elle est conduite par l'*Army* en lien avec le commandement indo-pacifique (*INDOPACOM*).

INDUSTRIE DE DEFENSE – POINT DE SITUATION

- *US Air Force* : contrat majeur de modernisation des bombardiers stratégiques

L'*US Air Force* a conclu avec *Boeing* un contrat majeur d'un montant d'environ 14Mds\$ portant sur la modernisation de ses bombardiers *B-1B Lancer* et *B-52 Stratofortress*. Ces travaux de modernisation seront conduits sur la base aérienne de Tinker (Oklahoma), haut lieu du maintien en condition opérationnelle (MCO) de l'*USAF*. Ce contrat porte sur le développement et l'intégration de composants matériels et logiciels, de tests au sol et en vol, et la conduite de différentes études et



analyses.

- *US Navy* : acquisition de *E-2D Hawkeye* supplémentaires

L'*US Navy* a conclu avec *Northrop Grumman* un contrat d'un montant de 3,2Mds\$ pour l'acquisition de 24 *E-2D Advanced Hawkeye*, avion d'alerte aérienne avancée et de commandement aéroporté mis en œuvre par les porte-avions de la *Navy*.

- La production du successeur du missile *Hellfire* va bientôt atteindre son plein régime

La production par *Lockheed Martin* du missile air-sol *JAGM (Joint air-to-ground missile)* devrait atteindre son régime de croisière dans le courant de cette année afin de répondre aux besoins exprimés par l'administration fédérale qui souhaiterait en acquérir 3000 dans l'année fiscale 2020 et 1500 dans l'année fiscale 2021. Ce missile destiné à l'*US Army* et au *Marine Corps* sera notamment mis en œuvre par les hélicoptères de combat *AH-64 Apache* et *AH-1Z Viper* ainsi que par plusieurs types de drones.

Il devrait à terme remplacer non seulement le missile antichar *AGM-114 Hellfire* mais également le missile antichar *BGM-71 TOW* et le missile air-sol tactique *AGM-65 Maverick*. Ce nouveau missile vise à renforcer les capacités air-sol courte portée de l'*Army* et du *Marine Corps* en conférant une létalité accrue face aux nouveaux blindages et systèmes de protection développés par la Chine et la Russie, ainsi qu'une protection pour les pilotes qui disposeront d'une portée accrue réduisant leur vulnérabilité à la défense sol-air.

- Japon : contrat ABM majeur

Le Département d'Etat, à travers la *Defense Security Cooperation Agency*, a autorisé la vente au Japon de 56 missiles antibalistique *SM-3 Block IB* pour un coût estimé à 1,15Mds\$, ce qui en fait la plus importante livraison de ce missile à un allié des Etats-Unis. Le contrat porte également sur les lanceurs et différents services de soutien technique, logistique et d'ingénierie. Les missiles seront fournis par *Raytheon* et les lanceurs par *BAE Systems*.

Pour rappel, le missile *SM-3 Block IB* est un missile dédié à l'interception de missiles balistiques de portée courte et intermédiaire, tiré depuis des silos verticaux et opéré par des navires participant au système ABM *Aegis*. La Marine japonaise (JMSDF) dispose de 6 destroyers *Aegis* (2 classe *Atago* et 4 classe *Kongo*) capables de mettre en œuvre ce missile, avec deux autres navires en construction (classe *Maya*). A ce titre, l'un de ces destroyers, le JS *Atago*, a conduit avec succès en septembre 2018



l'interception d'une cible représentant un missile balistique au moyen d'un missile *SM-3 Block IB*.

A noter enfin que le Japon est parallèlement en train de s'équiper d'un site *Aegis* terrestre (*Aegis Ashore*).

- Taïwan : contrat de maintenance aéronautique

Le Département d'Etat a approuvé la vente d'un programme d'entraînement de pilotes ainsi que de maintenance et de soutien logistique, dédié aux chasseurs *F-16* de la force aérienne de Taïwan. Le montant du contrat devrait se situer autour de 500 millions de dollars selon le Pentagone. Taïwan doit encore régler les derniers détails avec les entreprises américaines concernées. Il faut noter que la vente de matériel et de programmes militaires américains à l'île revendiquée par la Chine rajoute un poids aux relations déjà tendues entre les deux plus grandes économies mondiales.

- *Raytheon* : contrats pour des missiles air-air *AIM-9X Sidewinder*

L'entreprise américaine *Raytheon* vient de décrocher un contrat de 12,1 millions de dollars pour fournir d'ici mars 2021 l'*US Navy* et l'*US Army* en missiles *AIM-9X Sidewinder* ainsi que vingt et un pays alliés des Etats Unis (Arabie Saoudite, Australie, Belgique, Corée du Sud, Danemark, EAU, Finlande, Indonésie, Israël, Japon, Koweït, Malaisie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Qatar, Royaume-Uni, Singapour, Slovaquie, Suisse, Taïwan et Turquie). Il s'agit de missiles air-air courte portée (jusqu'à 35km) à guidage infrarouge, de type « *fire and forget* » compatible avec les avions de chasse *F-15*, *F-16*, *F/A-18*, *E/A-18G*, *F-22* et *F-35*. L'efficacité de ce missile (en service depuis 1956) a été éprouvée sur de nombreux théâtres. Près du tiers de la production devrait se faire à Tucson en Arizona et un dixième à Andover dans le Massachusetts. Le reste sera produit dans différentes villes américaines mais aussi à Ottawa au Canada et à Heilbronn en Allemagne.

- *Boeing* : contrats pour des bombes légères *GBU-39B*

Boeing vient de signer un contrat sur 10 ans à hauteur de 65 millions de dollars pour fournir des bombes guidée de petit diamètre *GBU-39B* à 12 partenaires des Etats-Unis (Australie, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, Grèce, Israël, Pays-Bas, Singapour, Suède et Turquie). Ce contrat pourra être ouvert à d'autres pays. Le contrat comporte aussi une intégration aux systèmes nationaux, un soutien à la montée en puissance (ce qui inclut les tests, l'entretien mécanique, la gestion et les activités techniques et logistiques) ainsi qu'un système de transport



sur rail s'adaptant à diverses plateformes. La taille de ces bombes, dont la charge utile est d'environ 100kg pour la version standard, permet une précision accrue du guidage pour une portée allant jusqu'à plus de 110 km mais aussi d'en emporter un nombre accru par sortie. La production qui sera réalisée à l'usine de l'entreprise à St. Louis dans le Missouri devrait prendre fin en 2029. Dans les forces américaines, cette munition est mise en œuvre par le *F-15E Strike Eagle* et la *Navy* envisage d'en équiper ses *F/A-18 Super Hornet* et ses *F-35 B et C*.



ASIE – PACIFIQUE

CHINE - SELON LA CIA, HUAWEI SERAIT FINANCE PAR L'APPAREIL SECURITAIRE CHINOIS

Le journal *The Times*, citant une source anonyme, a révélé samedi que la CIA accuse Huawei d'être financé par l'Armée populaire de libération, une branche de l'appareil de renseignement chinois et la Commission de sécurité nationale, créée en 2013 pour assurer la cohérence de l'appareil sécuritaire chinois, la stabilité de l'Etat et la stabilité sociale. Plus tôt cette année, l'agence de renseignement américaine aurait fait part de ses conclusions au groupe *Five Eyes*, l'alliance des services de renseignement américain, canadien, australien, néo-zélandais et britannique. Face à ces accusations, un représentant de Huawei a répondu au *Times* que l'entreprise « ne commente pas ces allégations sans fondement issues de sources anonymes ». L'équipementier Huawei, qui se trouve au cœur de la rivalité technologique et commerciale sino-américaine, est source d'inquiétude pour les américains depuis déjà plusieurs années. En 2012, un rapport d'une commission de la Chambre des Représentants documentait l'étroitesse et l'obscurité des liens entre la firme et le Parti Communiste Chinois (PCC). Les tensions se sont aggravées depuis janvier dans un contexte de guerre commerciale.

COREE DU NORD - TEST D'UNE « NOUVELLE ARME TACTIQUE », DEMANDE DU RETRAIT DE MIKE POMPEO DU DOSSIER NORD-COREEN ET RENCONTRE ANNONCEE ENTRE KIM JONG UN ET VLADIMIR POUTINE

L'actualité du 18 avril fut chargée pour Pyongyang. La Corée du Nord a tout d'abord annoncé que Kim Jong Un avait assisté à la mise à feu d'une « nouvelle arme tactique » portant une « puissante ogive », un essai qualifié d'« événement de très grande importance pour accroître la puissance de combat de l'Armée populaire ». Les détails de l'essai restent incertains mais il ne semble pas qu'il s'agisse d'un tir de missile, les radars surveillant l'activité balistique de Pyongyang n'ayant rien détecté. Cette annonce a toutefois permis quelques heures plus tard à la Corée du Nord de remettre la question d'un troisième sommet avec les Etats-Unis sur la table en imposant une condition : le départ du secrétaire d'Etat Mike Pompeo du dossier nucléaire nord-coréen, celui-ci étant accusé de ne pas être une personne



suffisamment « attentive et mûre » et d'être à l'origine de l'enlisement des discussions. Kim Jong Un avait déjà fait savoir la semaine dernière qu'il était ouvert à la tenue d'un troisième sommet tout en demandant que Washington abandonne ses demandes, qualifiées d'unilatérales, d'ici la fin de l'année. Enfin, le Kremlin a annoncé que Kim Jong Un se rendrait pour la première fois en Russie « dans la seconde moitié d'avril » afin de s'entretenir avec Vladimir Poutine, sans donner plus de détails.

SRI LANKA : SERIE D'EXPLOSIONS MEURTRIÈRES CIBLANT DES HOTELS ET DES EGLISES

Une série de huit explosions a coûté la vie à plus de 290 personnes au Sri Lanka et a fait plus de 500 blessés dimanche. Les attaques, pour l'heure non revendiquées, ont ciblé des hôtels de luxe et des églises alors que se tenaient les messes de Pâques dans ce pays à majorité cingalaise, une ethnie pratiquant le bouddhisme, et qui compte environ 8% de chrétiens et 10% de musulmans. Le gouvernement a immédiatement déclaré un couvre-feu et un blocage temporaire des réseaux sociaux. Le Sri Lanka n'avait pas connu d'attentats depuis 2009, année marquant la fin de la guerre avec les rebelles indépendantistes des Tigres tamouls. Un climat continu de tensions ethniques et religieuses est cependant perceptible dans le pays, plusieurs actes de violence ayant ciblé les minorités religieuses ces dernières années.



EUROPE

INDUSTRIE EUROPÉENNE DE DÉFENSE : UN ACCORD PARTIEL TROUVÉ SUR LE FONDS EUROPÉEN DE LA DÉFENSE CACHE DE NOMBREUSES DIVISIONS

Jeudi 18 avril, lors de sa dernière séance plénière avant les élections européennes du 26 mai prochain, le Parlement européen a adopté le projet de règlement sur le Fonds européen de la Défense (FEDef). A l'initiative de la Commission, ce programme budgétaire de 13 milliards d'euros devrait être intégré au prochain cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 afin de soutenir les efforts industriels en matière de recherche et de développement d'armements à l'échelle européenne. Une première pour la défense européenne, qui semblait jusqu'à présent susciter l'enthousiasme (quasi-)général...

C'est bientôt l'aboutissement d'une proposition inédite que la Commission avait lancée en novembre 2016 : allouer une partie du budget communautaire à la recherche et au développement transeuropéens en matière de capacités de défense (dotés respectivement de 4,1 et 8,9 milliards d'euros sans compter l'effet levier auprès des États). Un projet destiné d'une part à promouvoir l'innovation et les technologies dites "de rupture" dans le domaine militaire, afin de rendre le marché européen plus compétitif face aux concurrents américains et chinois ; d'autre part, à harmoniser les productions afin de pallier les surcoûts annuels du dédoublement. Il s'agit *in fine* de construire une base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE), capable de doter l'Europe d'une autonomie stratégique crédible.

L'initiative semblait jouir d'un consensus sans précédent étant donné les objections juridiques et éthiques que soulevait le financement communautaire – par le biais de l'innovation – de la défense européenne. De fait, deux programmes exploratoires au FEDef ont vite été mis sur pied : l'Action préparatoire sur la recherche en matière de défense (APRD/PADR) et le Programme Européen de Développement Industriel dans le domaine de la Défense (PEDID/EDIDP). Un accord provisoire sur le FEDef avait été trouvé au Parlement européen en février dernier, à 337 voix pour et 178 contre, plus 109 abstentions.

Aujourd'hui, la majorité est bien plus courte : à 328 voix Pour, 231 Contre et



19 abstentions, le vote des eurodéputés révèle des mois de négociations et de divisions croissantes au sein du Parlement et avec les Etats-membres. En cause notamment, les critères d'éligibilité des projets : alors que le Parlement milite globalement pour une coopération entre « trois entités juridiques établies dans au moins trois États membres ou pays associés différents », le Conseil et la Commission considèrent que deux États suffiraient. Autres pierres d'achoppement : les objectifs du fonds, le contrôle éthique, les actions financées ainsi que sa gestion —directe et indirecte.

L'opposition menée par les députés Verts, radicaux et certains socialistes dont les trois membres du parti français *Génération.s.* (qui ont aussitôt diffusé un communiqué de presse fustigeant le vote), estime que le contrôle parlementaire n'est pas assez assuré dans ce dossier, et ce en dépit du fonctionnement habituel du suivi parlementaire sur le CFP. La question du contrôle aux exportations a aussi été soulevée, de même que le rôle des PME qui craignent, dans les pays aux fortes industries comme la France, que les grands maîtres d'œuvre aillent trouver une sous-traitance à bas coût dans l'Est européen.

Appuyée par le PPE (centre-droit), les CRE (droite) et l'ADLE (libéral), le règlement doit encore être voté en Conseil des Ministres, et son montant final fixé lors de l'adoption du budget 2021-2027.

LES COMMANDES À L'EXPORTATION D'ARMEMENTS FRANÇAIS EN HAUSSE DE 30% EN 2018

Interrogée jeudi 18 avril sur Radio Classique, la ministre des Armées, Florence Parly, a indiqué : « Nous avons exporté pour un peu moins de sept milliards en 2017, les chiffres pour 2018 sont très significativement au-dessus, de l'ordre de neuf milliards donc une croissance de 30% ».

Comme le rapporte l'agence de presse Reuters, les années 2015 et 2016 étaient exceptionnelles : les exportations avaient atteint respectivement 16,9 et 13,9 milliards, notamment grâce aux ventes de Rafale à l'Égypte, au Qatar et à l'Inde. L'année 2018 est donc la troisième meilleure performance de la France depuis vingt ans.

Le journal Les Echos précise que le niveau d'exportation du secteur de la défense en France avoisine les 7 milliards d'euros.



Cette hausse des exportations en 2018 trouve essentiellement sa source dans des contrats conclus entre la France et ses partenaires européens. Il s'agit d'un achat par la Belgique, le 26 octobre 2018, portant sur 442 véhicules blindés (382 véhicules blindés légers multirôle de type Griffon et 60 blindés de reconnaissance et de combat de type Jaguar) pour environ 1,5 milliard d'euros. Cet achat s'inscrit dans le cadre d'un "partenariat stratégique", signé en juin 2017 entre les deux pays. Puis, un second contrat, en septembre 2018, cette fois-ci avec l'Espagne, concernant l'achat de 23 hélicoptères NH90 pour un montant de 1,38 milliard. L'Espagne avait déjà commandé de telles unités en 2005.

L'ARMÉE BRITANNIQUE SOUS LE FEU DES CRITIQUES RENFORCE SON DISPOSITIF EN ESTONIE

Ce lundi 15 avril, le secrétaire à la Défense du Royaume-Uni, Gavin Williamson, a annoncé le déploiement de cinq hélicoptères Apache en Estonie dans le but de « rassurer nos alliés et de dissuader nos adversaires d'attaquer », selon les mots du communiqué officiel. Les adversaires désignent ici très vraisemblablement la Fédération de Russie dont les déclarations et les manœuvres maritimes et aériennes en mer du Nord et aux frontières estoniennes et finlandaises suscitent de vives inquiétudes. Les *Apache* sont de puissants hélicoptères de combat et épauleront les *Wildcat*, d'autres appareils de reconnaissance déjà présents sur zone afin de participer à l'exercice annuel *Spring Storm* organisé par l'OTAN. Ils devront coopérer avec les régiments anglais déjà présents et avec les alliés afin d'accroître leur interopérabilité selon le lieutenant-colonel en charge de la mission.

Cet événement s'inscrit dans un contexte d'interrogations autour de la politique étrangère britannique, mise à mal par les négociations houleuses autour du Brexit, et n'est pas sans effet sur la stratégie de défense du Royaume-Uni, qui repose sur la dissuasion. Car au-delà de la politique étrangère, c'est aussi la crédibilité militaire de l'armée du royaume qui fut interrogée cette semaine. Le 10 avril, l'un des plus grands chantiers navals de *Barrow-in-Furness* dut fermer inopinément suite à une alerte interne déclenchée par le possible amorçage d'une bombe. Le *Devonshire Dock Complex* (DDC) est pourtant le lieu clé du renouvellement de la flotte sous-marine de la Royal Navy puisque pas moins de quatre nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de classe *Astute* y sont aujourd'hui en production. De même, la presse anglaise a relayé une déclaration du secrétaire à la Défense ce lundi 15 avril selon laquelle sept sous-marinières du HMS *Talent*, de classe Trafalgar, mis à l'eau en 1988, se sont vu refuser l'embarquement à bord du SNA pour des raisons



disciplinaires, et pour cause : ils avaient, selon les tests médicaux effectués avant de prendre la mer, consommé de la cocaïne. Le HMS *Talent* devait normalement quitter la Grande-Bretagne afin de participer à la traque de sous-marins russes en mer du Nord.

Ainsi, l'annonce du déploiement des hélicoptères Apache en Estonie tombe à point nommé pour l'état-major qui souhaite montrer à ses homologues européens que les forces armées britanniques restent un acteur majeur dans la géopolitique continentale. Rappelons tout de même que la Grande-Bretagne demeure l'une des deux premières armées d'Europe de l'Ouest et se trouve au cœur des opérations otaniennes dans l'espace balte, comme en témoigne la présence de près d'un millier d'hommes présents en Estonie, notamment sur la base de Tapa que nous citons la semaine dernière.



PROCHE & MOYEN ORIENT

SYRIE - FORCES DEMOCRATIQUES SYRIENNES : POINT DE SITUATION

Vendredi 19 avril, le président de la République, Emmanuel Macron, a reçu à l'Élysée une délégation des Forces Démocratiques Syriennes (FDS). Dans un communiqué, la présidence affirme « la poursuite du soutien actif de la France dans la lutte contre Daech ». Le même communiqué ajoute qu'« un soutien financier serait alloué pour répondre aux besoins humanitaires et de stabilisation socio-économique des populations civiles en Syrie ». Le président français espère ainsi jouer un rôle médiateur pour avancer vers une sortie de crise dans le respect de la résolution 2254 du Conseil de Sécurité des Nations Unies adoptée en 2015. Cette résolution se voulait le « fondement d'une transition politique conduite et prise en main par les Syriens ».

Bien que le chef de l'État ait affirmé son attachement « à la sécurité de la Turquie » et appelé à « une désescalade le long de la frontière syro-turque », le ministère turc des Affaires Étrangères a condamné cette entrevue tenue par le président Macron. Le porte-parole de ce même ministère, Hami Askoy, a, soutenant que les FDS sont une extension du parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK), vigoureusement assuré « que la Turquie ne s'abstiendra pas de prendre les mesures qu'elle jugera nécessaires pour assurer sa sécurité nationale ».

Les événements récents ne semblent par ailleurs pas aller dans le sens d'une baisse des tensions. L'Observatoire Syrien pour les Droits de l'Homme rapporte vendredi que les forces kurdes ont détruit un tank des forces turques via un tir de missile guidé dans le village de Mariamin au nord d'Alep. Six morts et sept blessés sont à dénombrer parmi les rangs turcs. Cet événement fait suite à de nombreuses escarmouches ayant eu lieu en début de semaine entre les deux camps.

LIBYE - ENLISEMENT DES AFFRONTEMENTS ENTRE L'ANL ET LE GNA

Le 4 avril, le maréchal Haftar, dirigeant de l'armée nationale libyenne (ANL), a déclaré la guerre à Tripoli, capitale du Gouvernement de l'Accord national (GNA) reconnue par les Nations Unies.



Pour l'instant, les points stratégiques des affrontements entre l'ANL et le GNA sont les ports pétroliers d'Al-Sider et de Ras Lanuf, l'aéroport désaffecté de Tripoli et les quartiers sud de Tripoli tels que ceux de Qasr bin Ghashir et de Wadi Al-Rabi. Aux combats terrestres s'ajoutent les raids aériens et les bombardements. Les deux belligérants auraient mené plus de 30 frappes aériennes chacun, selon Ghassam Salamé, envoyé de l'ONU en Libye. Ce mardi 16 avril, des tirs d'obus ont frappé les quartiers résidentiels d'Abu Salim et d'Algrarat. Le lendemain, des bombes de mortier, présumées avoir été lancées par l'ANL, ont failli toucher un hôpital.

Depuis les derniers affrontements l'OMS décompte plus de 205 morts, dont 18 civils, 913 blessés, le déplacement de plus de 25000 personnes et la destruction de nombreuses infrastructures civiles - notamment des quartiers résidentiels et hôpitaux. En parallèle, profitant de la guerre civile, Daech aurait commencé à s'implanter dans certaines villes du sud de la Libye.

SYRIE - REVERS LOYALISTES A L'EST D'HOMS

Cette semaine a été marquée par de nombreuses actions de Daech en Syrie et en Irak. Mercredi et vendredi tout particulièrement ont été le théâtre de deux embuscades coûtant la vie à une trentaine de combattants loyalistes, dont au moins un officier (colonel), près de la ville de d'al-Sukhnah dans l'est de la province de Homs. Alors qu'une première patrouille avait disparu le 17 avril - elle avait en fait été détruite par les militants de Daech -, une seconde envoyée à sa recherche est elle aussi tombée dans une embuscade le 19 avril. Celle-ci est néanmoins parvenue à se désengager avec l'aide des combattants des brigades al-Quds.

Cette attaque porte à une cinquantaine le nombre de pertes causées à l'Armée Arabe Syrienne et les milices alliées en l'espace de quelques jours. En effet, ces dernières ont aussi subi au cours de cette même semaine des assauts d'*inghimasis* des groupes jihadistes affiliés à *Hayat Tabrir al-Sham* (HTS) dans la région d'Idlib.

Les derniers rapports de ce samedi feraient par ailleurs état d'une offensive de *Daech* qui se déroulerait en direction de Palmyre. Plusieurs positions dans le désert de la province de Homs auraient été prises, notamment certaines à caractère stratégique au nord de la ville. Néanmoins, il est encore impossible de confirmer cette information et de préciser s'il s'agit là d'une action d'ampleur ou simplement de l'œuvre d'un groupe locale.



TURQUIE - LES TENSIONS DE LA TURQUIE AVEC L'OTAN SE CRISTALLISENT SUR LA QUESTION EGEEENNE

Cette semaine a été marquée par les déclarations interposées entre la Turquie et la Grèce au sujet de la militarisation de la mer Egée. En effet, le 20 avril, le ministre de la défense turc Hulusi Akar a accusé la Grèce de militariser les îles égéennes. A l'agence officielle *Anadolu agency*, il insistait que : « le statut démilitarisé de ces îles doit être protégé et perpétué ». Alexandros Gennimatas, porte-parole des affaires étrangères de Grèce, a répondu que le droit international était de son côté, en vertu du traité de Montreux de 1936. Ce dernier annulait les considérations du traité de Lausanne de 1923, statuant sur la démilitarisation des îles de Limnos et Samothrace du côté grec, des îles de Imbros/Gökçeada, Tenedos/Bozcaada, du côté turc, ainsi que la mer de Marmara, et les détroits du Bosphore et des Dardanelles la bordant.

Ces menaces communes au nom du droit international s'inscrivent en amont d'un agenda de rencontres pourtant fixé en amont par les deux gouvernements, afin d'apaiser les tensions dans la région. Mais la crise entre la Turquie et l'OTAN autour des F-35 américains et des S-400 russes ravive les tensions larvées dans la mer Egée. *Lockheed Martin* a en effet annoncé sa volonté de vendre les F-35 à la Roumanie, la Pologne et la Grèce. En réponse, les autorités turques planifient l'installation des S-400 sur les côtes égéennes et sud-méditerranéenne de la Turquie, mettant ainsi la majorité du territoire grec à portée des S-400, synonyme de perte de souveraineté aérienne pour les Grecs. Les répercussions de la crise entre la Turquie et les Etats-Unis contribuent donc à fragiliser l'unité de l'OTAN.



RUSSIE

JUDICIARISATION DU CONFLIT EN MER D'AZOV.

Le 16 avril dernier, le journal de presse Kommersant a rapporté une déclaration de Petro Porochenko, actuel président ukrainien, dans laquelle il faisait état d'une plainte déposée le même jour par l'Ukraine auprès du Tribunal international du droit de la mer contre la Fédération de Russie. Il déclare ainsi sur sa page facebook : « Aujourd'hui, sur mes ordres, le ministère des Affaires étrangères a porté plainte devant le Tribunal international du droit de la mer et lui a demandé de prendre des mesures contraignantes à l'encontre de la Russie afin que les marins ukrainiens soient libérés. ». Cette plainte est pour l'Ukraine une solution dans une sortie diplomatique de la crise . En effet le tribunal international du droit de la mer détient une compétence dans la délimitation du territoire maritime des États. Ce conflit voit s'opposer l'Ukraine et la Russie dans la délimitation de leur zone territoriale maritime (jusqu'à 12 miles nautiques à partir des côtes, soit environ 22 kilomètres). Depuis l'annexion de la Crimée en 2013, la Russie estime que sa mer territoriale et sa zone contigüe (12 miles nautiques au-delà des 12 de la mer territoriale) s'étend aux côtés criméennes. Or pour passer le détroit de Kertch, les navires doivent passer par cette zone territoriale, car la zone est peu profonde et les passages sont peu nombreux. En portant le conflit devant le tribunal du droit de la mer, l'Ukraine espère obtenir gain de cause, sachant que la communauté internationale ne reconnaît pas la mer territoriale criméenne comme russe. Même si l'affaire n'est pas portée devant la Cour internationale de justice pour l'instant, cette démarche marque une judiciarisation du conflit et de la sortie de crise.

Pour la Fédération de Russie, cette plainte montre seulement une tactique électorale pour le président sortant ukrainien, qui n'est pas favori dans la course aux votes. Le président aurait alors utilisé, à quelques jours des votes du second tour, cette « bataille » pour faire décoller sa popularité, quand le le 20 avril au soir, les résultats des élections ont révélé à plus de 70% le comédien Zelensky comme gagnant.



RENCONTRE ENTRE LA PRESIDENTE ESTONIENNE KERSTI KALJULOID ET LE PRESIDENT RUSSE VLADIMIR POUTINE

Jeudi 18 avril, la présidente Estonienne, Kersti Kaljulaid, s'est rendue à Moscou pour rencontrer le Président russe Vladimir Poutine.

Cette entrevue s'inscrit dans un contexte particulièrement tendu entre la Russie et l'Estonie, puisque l'OTAN a renforcé sa présence dans les pays baltes après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

Malgré la visite officielle de Mme Kaljulaid à Moscou et l'élection d'un maire russophone à Tallinn, les relations diplomatiques russo-estoniennes semblent donc toujours tendues.

Le déplacement de la présidente Estonienne a ainsi été critiqué même avant son départ pour la capitale russe. Jaak Madison, membre du parti conservateur estonien, a vertement critiqué l'initiative de Mme Kaljulaid "le président d'un Etat libre ne devrait pas avoir à demander un entretien". Ce parti est connu pour être particulièrement hostile à la diaspora russophone en Estonie.

La venue de Mme Kaljulaid est également fortement critiquée en Estonie parce qu'elle avait affirmé en mai dernier qu'elle refuserait de rencontrer son homologue russe tant qu'il n'y aurait pas d'accord sur les frontières russo-estoniennes. Un tel accord devrait être en mesure d'établir les espaces maritimes russes et estoniens dans la baie de Narva et dans le golfe de Finlande. Une meilleure délimitation des frontières russo-estoniennes devrait être permise par un tel accord, qui pour l'instant n'existe pas et constitue un des problèmes majeurs entre la Russie et l'Estonie.

Le maintien des relations diplomatiques semble toutefois nécessaire puisqu'une forte minorité russophone est présente en Estonie. La Russie, depuis quelques années, dénonce régulièrement les conditions de vie de la population russophone vivant en Estonie. Elle accuse le pays balte de discrimination à l'encontre de cette minorité. Dans le journal Gazeta.ru, proche du gouvernement russe, la journaliste Anastasia Mironova affirme que la diaspora russe est victime de ségrégation. La Russie refuse par ailleurs de signer un accord concernant les frontières russo-estoniennes en raison de la "politique russophobe" estonienne.

Des questions épineuses subsistent même si une entrevue russo-estonienne semble encourageante pour les relations diplomatiques entre les deux pays. La présidente estonienne a affirmé que l'objectif de cet entrevue était de discuter des relations économiques et culturelles, sans chercher à obtenir "quoi que ce soit" d'après le



journal russe Gazeta.ru.

Moscou espère toutefois que l'élection d'un maire russophone, Mihail Kylvart, à Tallinn puisse améliorer les relations houleuses entre les deux pays. Ce membre du parti centriste Eesti Keskerakond défend notamment les écoles russes présentes en Estonie. Grâce à une coalition du parti centriste et de partis conservateurs, il s'est opposé à la fermeture d'écoles russes et a signé un accord concernant les droits de la minorité russophone.

Il s'est notamment opposé aux propos de la présidente Estonienne sur la langue russe, qu'elle considère comme une menace pour la langue estonienne et la culture du pays d'après le site russe Lenta.ru. Même s'il est russophone, le nouveau maire a assuré qu'il serait maire de tous les citoyens de Tallinn, quelque soit leur langue maternelle.

Toujours d'après les médias russes, le pays balte aurait peur que la progression de la langue russe soit une manière pour Vladimir Poutine d'étendre son influence en Europe de l'Est.

UKRAINE : VOLODYMYR ZELENSKY REMPORTE LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

L'ancien comédien Volodymyr Zelensky a remporté dimanche 21 avril les élections présidentielles ukrainiennes face au président sortant Petro Porochenko. Les élections se sont déroulées dans le calme et dans le respect des règles démocratiques. L'acteur novice en politique, âgé de 41 ans, a remporté les élections avec 73,2% des voix au second tour contre 24,4% pour le président sortant. Après sa victoire, M. Zelensky s'est adressé à tous les pays de l'espace post-soviétique en clamant "Regardez-vous ! Tout est possible!" et a promis au peuple ukrainien "Je ne vous laisserai jamais tomber".

M. Zelensky, pendant sa campagne présidentielle, a promis de "casser le système" et de vaincre les difficultés économiques du pays et de mettre fin au conflit. L'Ukraine est actuellement un des pays les plus pauvres d'Europe. Le président sortant, Petro Porochenko, a promis de ne pas quitter la vie politique et de faire opposition au nouveau Président ukrainien.

Emmanuel Macron a été un des premiers à téléphoner au nouveau Président pour lui adresser ses félicitations d'après l'ambassadrice de France en Ukraine. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré être impatient de "poursuivre la coopération" avec Kiev. Donald Tusk, le président du Conseil européen, a aussi affirmé que l'Union européenne contiendrait de soutenir



l'Ukraine. Côté Russe, l'agence de presse Ria-Novosti a cité le vice-ministre russe des affaires étrangères Grigori Karassine: "le nouveau pouvoir doit comprendre et réaliser les espoirs des électeurs".

M. Zelensky, pendant la campagne présidentielle et après sa victoire, a exprimé son souhait de "relancer le processus de paix de Minsk" pour parvenir à un cessez de feu. Les accords de Minsk avaient été signés en février 2015 avec la participation de l'Allemagne, la Russie, la France et bien sûr, Kiev.

M. Zelensky a également promis aux électeurs le retour des prisonniers ukrainiens de Russie. Il a qualifié cela de "priorité n°1". En novembre dernier, la Russie avait par exemple capturé 24 marins ukrainiens dans la mer d'Azov suite à une altercation.

Le Président ukrainien dispose de pouvoirs forts : il est notamment chef des armées. Sa marge de manoeuvre reste toutefois limitée faute de majorité parlementaire. Les élections législatives n'auront lieu que fin octobre 2019 et annoncent de nouvelles luttes politiques.

Les défis ne manquent donc pas pour le nouveau Président ukrainien, qui doit faire face à une crise sans précédent avec l'annexion de la Crimée par Moscou et la guerre dans l'est du pays avec les séparatistes pro-russes. Le conflit a fait, en cinq ans, environ 13 000 morts.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière, Simon Roche